

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2609

[C — 99/27609]

**3 JUN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 1995 permettant la destruction de certaines espèces gibier et fixant les conditions de destruction de grand gibier dans les territoires clôturés visés à l'article 2ter, alinéa 1er, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment l'article 7 inséré par le décret du 14 juillet 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 1995 permettant la destruction de certaines espèces gibier;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse, donné le 27 août 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 12 mai 1999 en application de l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la nécessité de permettre de détruire du grand gibier dans les territoires désireux de rester clôturés où la chasse ne peut être pratiquée, en vue de prévenir des dommages importants aux cultures, à l'élevage et aux forêts, et l'inexistence d'une autre solution satisfaisante;

Considérant que les titulaires du droit de chasse dans les territoires clôturés ont intérêt à connaître dès le début de la prochaine saison de chasse - soit au 1er juillet 1999 - les conditions dans lesquelles la destruction sera autorisée dans ces territoires s'ils sont maintenus clôturés après le 30 juin 2000 et ce, en vue de leur permettre d'adapter avant cette échéance le niveau de leurs populations de gibier ou opter pour la suppression et l'abaissement des clôtures;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1er.** Il est inséré un chapitre *VIbis* dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 1995 permettant la destruction de certaines espèces gibier, libellé comme suit :

« Chapitre *VIbis*. De la prévention de dommages importants aux cultures, à l'élevage et aux forêts dans les territoires visés à l'article 2ter, alinéa 1er, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

*Section 1re.* — Des circonstances de temps et de lieu

Art. 19. Au vu de l'existence ou de menace imminente de dégâts importants aux arbres et aux végétaux en général ou à l'élevage, et en présence de gibier à l'intérieur d'un territoire entièrement clôturé nécessitant une intervention urgente, la destruction du grand gibier dans les territoires clôturés visés à l'article 2ter, alinéa 1er, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse peut se faire, tant de jour que de nuit, durant toute l'année, dans toute la Région wallonne.

*Section 2.* — Des méthodes qui peuvent être mises en œuvre

Art. 20. Dans tous les cas, les animaux ne peuvent être tirés qu'à balles, avec ou sans chiens.

*Section 3.* — Des personnes habilitées à détruire et des conditions que ces personnes doivent remplir

Art. 21. Il ne peut être procédé à la destruction du grand gibier dans les territoires clôturés visés à l'article 2ter, alinéa 1er, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse qu'après autorisation du Directeur forestier correspondant sur avis du chef de cantonnement.

Art. 22. Le tir en destruction ne pourra être effectué que par un ou des titulaires d'un permis de chasse wallon valable pour l'année en cours et agréés par le propriétaire du territoire concerné ou son ayant droit.

Art. 23. La demande est à introduire par pli recommandé ou contre récépissé auprès du Chef de cantonnement correspondant et doit :

- 1° être motivée par l'importance des dégâts existants ou imminents;
- 2° préciser le type de gibier concerné et le nombre approximatif d'animaux qu'il est souhaitable de détruire et répartis, s'il y échet, en boisés et non-boisés;
- 3° mentionner les nom, prénom et adresse des personnes qui détruiront avec pour chacune d'elles, le numéro de leur permis de chasse;
- 4° certifier ne pas avoir procédé à du nourrissage et s'engager à ne pas y procéder dans le futur;
- 5° sous peine de non-recevabilité, comporter l'engagement formel de l'intéressé d'accepter la présence du Service forestier, en tout temps, pour vérification des populations de gibier existantes et du caractère légal des opérations;
- 6° être adressée au moyen du formulaire dont modèle en annexe II du présent arrêté à raison d'un formulaire par espèce.

L'autorisation fixe :

- 1° le ou les jours successifs de déroulement des opérations de destruction;
- 2° le nombre maximum d'animaux à abattre et le cas échéant un nombre minimum;
- 3° le ou les modes de destruction.

Art. 24. Le titulaire de l'autorisation dispose de la venaison et du trophée éventuel du gibier détruit comme bon lui semble.

En cas de transport de la venaison en dehors du territoire de destruction, ce transport s'effectuera obligatoirement accompagné de l'autorisation visée à l'article 21. »

**Art. 2.** La numérotation des articles 19 et 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 1995 permettant la destruction de certaines espèces gibier est modifiée comme suit :

- l'article 19 devient l'article 25;
- l'article 20 devient l'article 26.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le titre de l'annexe de l'arrêté visé à l'article précédent devient « annexe I ».

De plus, il est ajouté une annexe II à cet arrêté dont le texte figure en annexe du présent arrêté.

§ 2. A l'article 8, 2e alinéa, de l'arrêté visé à l'article précédent, il est introduit le chiffre I entre le mot « annexe » et le mot « du ».

**Art. 4.** Le Ministre qui a la chasse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

Annexe

Demande d'autorisation de procéder à la destruction par tir à balles de grand gibier dans un territoire clôturé visé à l'article 2<sup>ter</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi sur la chasse.

Je soussigné..... domicilié à.....  
propriétaire ou ayant droit du territoire clôturé sis à.....  
d'une contenance de..... ha, sollicite l'autorisation de détruire.....minimum (\*)  
et..... maximum (\*) tête(s) de l'espèce (Cerf, Chevreuil, Sanglier, Daim, Mouflon) répartis

en..... boisés et..... non-boisés. (\*\*)

Cette destruction en battue et/ou en traquette, à l'affût, à l'approche (\*\*), se fera aux dates et heures suivantes.....

Je joins en annexe la motivation qui justifie ma demande ainsi que la liste des chasseurs qui participeront à la destruction et qui sont titulaires d'un permis de chasse. Cette liste comprend leurs nom, prénom, domicile, avec chaque fois en regard le numéro de leur permis de chasse.

Par la présente, je certifie n'avoir procédé à aucun nourrissage et je m'engage formellement à ne pas y procéder dans le futur ainsi qu'à accepter la présence du Service forestier, en tout temps, aux fins de vérification de la situation des populations de gibier existantes et du caractère légal des opérations entreprises.

Date et signature.

(\*) Indiquer le nombre approximatif.

(\*\*) Biffer les mentions inutiles et utiliser un formulaire par espèce.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 1995 permettant la destruction de certaines espèces gibier, et fixant les conditions de destruction de grand gibier dans les territoires clôturés visés à l'article 2<sup>ter</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

Namur, le 3 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 2609

[C - 99/27609]

**3. JUNI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 1995 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten und zur Festlegung der Bedingungen für die Vernichtung des Großwildes auf den in Artikel 2ter, Absatz 1 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd erwähnten eingezäunten Gebieten**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, insbesondere des Artikels 7, eingefügt durch das Dekret vom 14. Juli 1994;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 1995 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten;

Aufgrund des am 27. August 1998 abgegebenen Gutachtens des « Conseil supérieur wallon de la Chasse » (Wallonischer Hoher Rat für das Jagdwesen);

Aufgrund des am 12. Mai 1999 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Vernichtung von Großwild in den Gebieten, deren Eigentümer weiterhin eine Einzäunung aufrechterhalten wollen und auf denen die Jagd nicht ausgeübt werden kann, zu erlauben, um erhebliche Schäden an Kulturen, Viehbeständen, Wäldern vorzubeugen, und da es keine andere zufriedenstellende Lösung gibt;

In der Erwägung, dass es für die Inhaber des Jagdrechts in den eingezäunten Gebieten vorteilhaft ist, zu Beginn der kommenden Jagdsaison -d.h. am 1. Juli 1999- die Bedingungen zu kennen, unter denen die Vernichtung auf diesen Grundstücken, wenn sie eingezäunt bleiben, nach dem 30. Juni 2000 erlaubt wird, damit sie den Stand ihrer Wildbestände vor diesem Datum anpassen oder sich für die Beseitigung und die Herabsetzung der Zäune entscheiden können;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

**Artikel 1** - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 1995 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten wird ein Kapitel *VIbis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Kapitel *VIbis* – Vorbeugung erheblicher Schäden an Kulturen, Viehbeständen und Wäldern in den in Artikel 2ter, Absatz 1 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd erwähnten Gebieten

*Erster Abschnitt — Zeit- und Ortsbedingungen*

Art. 19 – Aufgrund der bestehenden oder drohenden erheblichen Schäden an Bäumen und Pflanzen im allgemeinen oder an Viehbeständen und wenn sich Wildtiere innerhalb eines vollständig eingezäunten Gebiets befinden, was einen dringenden Eingriff erfordert, kann die Vernichtung des Großwildes in den in Artikel 2ter, Absatz 1 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd erwähnten eingezäunten Gebieten tags- oder nachtsüber während des ganzen Jahres auf dem gesamten Gebiet der Wallonischen Region erfolgen.

*Abschnitt 2 — Anwendbare Methoden*

Art. 20 – In allen Fällen können die Tiere nur mit einer Schußwaffe mit oder ohne Einsatz von Hunden erlegt werden.

*Abschnitt 3 — Zur Durchführung der Vernichtung befugte Personen und von diesen Personen zu erfüllende Bedingungen*

Art. 21 – Die Vernichtung des Großwildes in den in Artikel 2ter, Absatz 1 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd erwähnten eingezäunten Gebieten darf nur nach Genehmigung des betreffenden Forstdirektors erfolgen und nachdem die Stellungnahme des Forstamtsleiters eingeholt wurde.

Art. 22 – Die Vernichtung mit einer Schußwaffe darf nur von einer oder mehreren Personen, die Inhaber eines für das laufende Jahr gültigen wallonischen Jagdscheins sind und die vom Eigentümer des betroffenen Gebiets oder dessen Bezugsberechtigten zugelassen werden, vorgenommen werden.

Art. 23 – Der Antrag muss beim zuständigen Forstamtsleiter mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben oder gegen Empfangsbescheinigung eingereicht werden und muss:

1° durch das Ausmaß der bestehenden oder drohenden Schäden begründet werden;

2° die Art betroffenen Wildes und die geschätzte Anzahl Tiere, die zu vernichten sind (gegebenenfalls in geweihte und nicht geweihte Tiere eingeteilt), angeben;

3° die Namen, Vornamen und Anschrift der Personen, die die Vernichtung vornehmen, angeben sowie für jede Person die Nummer ihres Jagdscheins;

4° bescheinigen, dass keine Fütterung vorgenommen worden ist und die Verpflichtung eingehen, diese auch in der Zukunft nicht vorzunehmen;

5° unter Gefahr der Unzulässigkeit die verbindliche Zusage des Betroffenen angeben, die Anwesenheit des Forstdienstes jederzeit zuzulassen, um die bestehenden Wildbestände sowie die Gesetzmäßigkeit der Maßnahmen zu überprüfen;

6° mittels des Formulars, dessen Muster den Anhang II des vorliegenden Erlasses bildet, zugeschickt werden, wobei ein Formular pro Art zu verwenden ist.

Die Genehmigung bestimmt:

1° den bzw. die aufeinanderfolgenden Tage für den Ablauf der Vernichtungsmaßnahmen;

2° die Höchstanzahl zu erlegenden Tieren und gegebenenfalls eine Mindestanzahl;

3° die Vernichtungsmethode(n).

Art. 24 - Der Inhaber der Genehmigung verfügt nach seinem Gutdünken über das Wildbret und die eventuelle Trophäe des vernichteten Wildes.

Falls das Wildbret außerhalb des Vernichtungsgebiets transportiert wird, erfolgt der Transport obligatorisch mit der in Artikel 21 erwähnten Genehmigung.»

**Art. 2** - Die Numerierung der Artikel 19 und 20 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 1995 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten wird wie folgt abgeändert:

- Artikel 19 wird Artikel 25;

- Artikel 20 wird Artikel 26.

**Art. 3** - § 1. Der Titel des Anhangs zum im vorstehenden Artikel erwähnten Erlass wird «Anhang I». Ein Anhang II wird außerdem in diesen Erlass eingefügt, dessen Wortlaut den Anhang zum vorliegenden Erlass bildet.

§ 2. In Artikel 8, 2. Absatz des in vorstehendem Artikel erwähnten Erlasses wird zwischen die Wörter «Anhang» und «zum» die Ziffer I eingefügt.

**Art. 4** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

—  
Anlage

Antrag auf Genehmigung, Großwild in einem in Artikel 2ter, Absatz 1 des Gesetzes über die Jagd erwähnten eingezäunten Gebiet durch Schußwaffe zu vernichten

Ich Unterzeichnete (r) ..... wohnhaft in.....

Eigentümer(in) oder Anspruchsberechtigte(r) des in .....

gelegenen eingezäunten ..... ha großen Gebiets,

beantrage die Genehmigung mindestens..... (\*) und höchstens..... Stück der Art (Hirsch, Reh, Wildschwein, Damhirsch, Muffel), die in geweihte und nicht geweihte Tiere eingeteilt sind zu vernichten. (\*\*)

Diese Vernichtung durch Treibjagd und/oder Drückjagd, auf dem Ansitz, auf dem Pirschgang(\*\*) erfolgt zu folgenden Zeitpunkten (Daten und Stunden).....

Die Begründung, die meinen Antrag rechtfertigt, sowie die Liste der Jäger, die an der Vernichtung teilnehmen und die Inhaber eines Jagdscheins sind, werden als Anhang beigefügt. In diese Liste werden ihre Namen, Vornamen, ihr Wohnsitz angegeben. Gegenüber ihrem Namen ist jedesmal die Nummer ihres Jagdscheins zu vermerken.

Hiermit bestätige ich keine Fütterung vorgenommen zu haben und verpflichte mich verbindlich, in der Zukunft keine vorzunehmen sowie die Anwesenheit des Forstdienstes jederzeit zuzulassen, der die bestehenden Wildbestände sowie die Gesetzmäßigkeit der Maßnahmen überprüfen kann.

Datum und Unterschrift

(\*) die geschätzte Anzahl bitte angeben

(\*\*) unzutreffendes bitte streichen und ein Formular pro Art benutzen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1999 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 1995 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten und zur Festlegung der Bedingungen für die Vernichtung des Großwildes auf den in Artikel 2ter, Absatz 1 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd erwähnten eingezäunten Grundstücken, als Anhang beigefügt zu werden

Namur, den 3. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2609

[C - 99/27609]

**3 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 1995 waarbij de bestrijding van sommige soorten wild wordt toegelaten en de voorwaarden worden bepaald tot bestrijding van grof wild binnen de afgesloten gebieden bedoeld bij artikel 2ter, 1e lid van de jachtwet van 28 februari 1882**

De Waalse Regering,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op artikel 7, ingevoegd bij het decreet van 14 juli 1994;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 1995 tot machtiging van de bestrijding van sommige soorten wild;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Waalse Hoge Jachtraad), gegeven op 27 augustus 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 12 mei 1999, overeenkomstig artikel 84, 1e lid, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de bestrijding van grof wild toe te staan in voor de jacht onbruikbare gebieden die men wenst afgesloten te houden zodat aanzienlijke schade aan gewassen, vee en bossen voorkomen kan worden en overwegende dat geen enkele andere oplossing voldoening schenkt;

Overwegende dat de jachtrechthouders in de afgesloten gebieden er belang bij hebben om al bij aanvang van het volgend jachtseizoen, dat op 1 juli 1999 begint, de voorwaarden te kennen waaronder de bestrijding van wild toegelaten is indien bedoelde gebieden na 30 juni 1999 afgesloten blijven, zodat ze vóór bedoelde einddatum de omvang van hun wildpopulaties kunnen aanpassen of kunnen kiezen voor het verlagen of wegnemen van bedoelde afsluitingen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

**Artikel 1.** Er wordt een als volgt opgesteld hoofdstuk VIbis gevoegd in het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 1995 tot machtiging van de bestrijding van sommige soorten wild :

« Hoofdstuk VIbis — Het voorkomen van aanzienlijke schade aan gewassen, vee en bossen in de gebieden bedoeld bij artikel 2ter, 1e lid van de jachtwet van 28 februari 1882

*Afdeling 1. — Omstandigheden van tijd en plaats*

Art. 19. Indien bomen en planten in het algemeen, evenals het vee, aanzienlijke schade ondervinden of indien wild aanwezig is binnen een volledig afgesloten gebied waarin dringende tussenkomst vereist is, is de bestrijding van grof wild op de afgesloten gebieden bedoeld bij artikel 2ter, 1e lid van de jachtwet van 28 februari 1882 zowel 's nachts als overdag tijdens het hele jaar in het hele Waalse Gewest toegelaten.

*Afdeling 2. — Aan te wenden methodes*

Art. 20. In alle gevallen mogen de dieren enkel met kogels gedood worden, met of zonder behulp van honden.

*Afdeling 3. — Personen die het wild mogen bestrijden en voorwaarden die zij moeten vervullen*

Art. 21. Er mag enkel overgegaan worden tot de bestrijding van het grof wild in de afgesloten gebieden bedoeld bij artikel 2ter, 1e lid van de jachtwet van 28 februari 1882 na toestemming van de desbetreffende Bosdirecteur op advies van de houtvester.

Art. 22. Het grof wild kan enkel kan enkel geschoten worden door één of meerdere Waalse jachtverlofhouders die een geldig verlof voor het lopend jaar hebben en die erkend zijn door de eigenaar van het betrokken gebied of door zijn rechthebbende.

Art. 23. De aanvraag moet ingediend worden bij een aangetekende brief of tegen ontvangstbewijs bij de desbetreffende houtvester en moet :

1° gemotiveerd zijn door de omvang van de bestaande of dreigende schade;

2° het betrokken soort wild nader bepalen en het approximatief aantal dieren waarvan de bestrijding gewenst is en onderverdeeld in voorkomend geval in geweide en niet-geweide dieren;

3° de naam, voornaam, het adres van de personen vermelden, die tot de bestrijding zullen overgaan en voor ieder van hen het nummer van hun jachtverlof;

4° bewijzen niet te zijn overgegaan tot bijvoeding en zich verbinden dit niet te doen in de toekomst;

5° op straffe van niet-ontvankelijkheid, de formele verbintenis van de belanghebbende inhouden dat hij de aanwezigheid van de Bosdienst aanvaardt ten alle tijde om de bestaande wildpopulaties en de wettelijke aard van de handelingen te controleren;

6° ingediend worden bij middel van het formulier waarvan het model opgenomen is in bijlage II bij dit besluit a rato van een formulier per wildsoort.

De machtiging bepaalt :

1° de dag of de opeenvolgende dagen tijdens welke de bestrijding zal plaatsvinden;

2° het maximaal aantal te bestrijden dieren en in voorkomend geval een minimum aantal;

de bestrijdingswijze(n).

Art. 24. De houder van de machtiging beschikt over het wildbraad en, in voorkomend geval, de trofee van het bestreden wild zoals het hem past.

Wanneer het wildbraad buiten het bestrijdingsgebied vervoerd wordt moet het noodzakelijkerwijs vervoerd worden met de in artikel 21 bedoelde machtiging. »

**Art. 2.** De nummering van de artikelen 19 en 20 van het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 1995 tot machtiging van de bestrijding van sommige soorten wild wordt gewijzigd als volgt :

- artikel 19 wordt artikel 25;
- artikel 20 wordt artikel 26.

**Art. 3.** § 1. De titel van de bijlage bedoeld in het vorige artikel wordt « bijlage I ». Bovendien wordt er een bijlage II bij dit besluit gevoegd waarvan de tekst in bijlage bij dit besluit staat.

§ 2. In artikel 8, 2de lid van het in het vorige artikel bedoelde besluit wordt het cijfer I gevoegd tussen het woord "bijlage" en het voorzetsel "bij".

**Art. 4.** De Minister tot wiens bevoegdheden de jacht behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON  
De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

Bijlage

Machtigingsaanvraag om over te gaan tot het schieten met scherp op grof wild in een afgesloten gebied bedoeld in artikel 2ter, 1e lid van de jachtwet.

Ondergetekende..... wonende te.....

Eigenaar of rechthebbende van het afgesloten gebied gelegen te.....

Met een oppervlakte van..... ha, vraagt hierbij de machtiging tot bestrijding van minimum.... (\*) en maximum..... (\*) stuks van het soort (edelhert, ree, wild zwijn, damhert, moeflon) onderverdeeld in..... met gewei en..... zonder gewei (\*\*).

Deze bestrijding bij klop- en/of drijfjacht, bij loer- en bersjacht (\*\*) zal plaatsvinden op volgende dagen en uren.....

In bijlage voeg ik de motivering waarmee ik mijn aanvraag staaf, en de lijst van de jagers die deelnemen aan het bestrijden van het wild en die over een jachtverlof beschikken. In die lijst worden opgenomen naam, voornaam, woonplaats en telkens het nummer van het jachtverlof.

Hierbij verzeker ik dat ik het wild niet gevoederd heb en verbind ik mij er formeel toe om daar ook in de toekomst van af te zien en de aanwezigheid van de Bosdienst te allen tijde toe te laten, om de toestand van de bestaande wildpopulaties en het wettelijke karakter van de uitgevoerde handelingen na te gaan.

Datum en handtekening

(\*) Het aantal bij benadering aangeven.

(\*\*) Schrappen wat niet past en één formulier per wildsoort gebruiken.

Gezien om gevoegd te worden bij het Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 1995 tot machtiging van de bestrijding van sommige soorten wild en tot bepaling van de voorwaarden tot bestrijding van grof wild binnen de afgesloten gebieden bedoeld bij artikel 2ter, 1e lid van de jachtwet van 28 februari 1882.

Namen, 3 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON  
De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN